



**SUPPLÉMENT**  
**GRATUIT**

**EDITION SPÉCIALE  
SUR LE PDUI2  
DE L'ADDS**

**DU JEUDI 12 & DU VENDREDI 13 MARS 2026**

# LA NATION **PLUS**



## **Inauguration en grande pompe des infrastructures sociales du PDUI2**

**Le président de la République, Son Excellence M. Ismaïl Omar Guelleh, a inauguré, le jeudi 22 janvier 2026, les nouvelles infrastructures sociales réalisées à Balbala dans le cadre du Projet de Développement Urbain Intégré II (PDUI II). Mis en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), ce programme s'inscrit dans une dynamique de modernisation urbaine et d'amélioration des conditions de vie des populations.**



Les habitants des quartiers de Layabley et de Moustiquaire s'étaient fortement mobilisés le jeudi 22 janvier dernier pour accueillir le Président de la République, son Excellence M. Ismaïl Omar Guelleh en déplacement dans cette partie de Balbala pour inaugurer, à l'issue de cinq années de travaux, les infrastructures socio-économiques réalisées dans le cadre du Projet de Développement Urbain Intégré 2 et son extension, le PDUI 2 bis. Le déplacement du Président Ismaïl Omar Guelleh dans ce secteur de Balbala démontre assez l'importance qu'il accorde à ce programme de transformation urbaine mise en œuvre par l'Agence djiboutienne de Développement social (ADDS), sous l'égide du Programme national «Zéro Bidonville». Financé grâce à un don de l'Agence Française de Développement, le PDUI 2 et son extension PDUI 2bis illustrent l'excellence du partenariat entre Djibouti et la

France. Outre le Président de la République, la cérémonie dédiée à cet événement d'envergure a mobilisé le Premier Ministre, Son Excellence M. Abdoukader Kamil Mohamed, le ministre de l'économie et des finances, chargé de l'industrie, M. Ilyas Moussa Dawaleh, la ministre de la ville, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Mme Amina Abdi Aden, la ministre des affaires sociales et des solidarités, Mme Ouloufa Ismail Abdo, des parlementaires, l'ambassadeur de France à Djibouti, M. Jérôme Bresson, le directeur général de l'ADDS, Mahdi Mohamed Djama, le directeur de l'AFD à Djibouti, De Guerpel Eric, le président de la commune de Balbala, Mohamed Hassan Saïd accompagné de plusieurs des élus locaux de Balbala, un pléthore de cadre du MASS, de l'ADDS et du MVUH ainsi que des nombreuses autres personnalités anonymes.

**SUITE EN PAGE 2**

### **ÉDITO**

## **Un investissement durable pour les populations**

Une ville ne se résume pas à ses immeubles, à ses routes ou à ses équipements. Une ville se mesure d'abord à la qualité de vie qu'elle offre à ses habitants. Derrière chaque trottoir aménagé, chaque rue asphaltée ou chaque infrastructure communautaire, il y a une ambition plus large : celle de bâtir un environnement plus digne, plus équilibré et plus humain.

Le programme de développement urbain mis en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) s'inscrit précisément dans cette logique. À travers les aménagements réalisés dans les quartiers en pleine expansion, notamment à Balbala, ce projet dépasse largement la simple construction d'infrastructures. Il répond à un défi devenu central dans de nombreuses villes africaines : accompagner une urbanisation rapide tout en veillant à ce qu'elle reste inclusive.

Car la croissance des villes est une réalité incontournable. Chaque année, de nouveaux habitants s'installent dans les périphéries urbaines, attirés par l'espoir d'une vie meilleure. Mais cette expansion rapide peut aussi engendrer des déséquilibres : manque d'infrastructures, difficultés d'accès aux services essentiels, urbanisation parfois désordonnée. C'est dans ce contexte que les politiques d'aménagement urbain prennent toute leur importance. Les projets portés par l'ADDS rappellent que l'urbanisme ne consiste pas seulement à dessiner des routes ou à construire des équipements. Il s'agit aussi de corriger des inégalités territoriales et de donner aux habitants les moyens de vivre dans des conditions plus sûres et plus dignes.

À Balbala, les infrastructures réalisées témoignent de cette volonté. L'amélioration des voiries facilite la circulation et renforce la sécurité. Les équipements communautaires offrent des espaces de rencontre, de services et d'activités pour les habitants. Ces réalisations peuvent paraître modestes vues de loin, mais pour les populations concernées, elles changent concrètement le quotidien. Une route praticable, par exemple, n'est pas seulement un axe de circulation. Elle permet aux enfants d'aller à l'école plus facilement, aux commerçants d'acheminer leurs marchandises, aux services publics d'intervenir plus rapidement. De la même manière, un espace communautaire devient un lieu de vie où se tissent des liens sociaux indispensables à la cohésion d'un quartier.

Au-delà de leur dimension sociale, ces projets illustrent également l'importance des partenariats dans le développement urbain. La coopération entre les institutions nationales et leurs partenaires internationaux montre que les défis urbains nécessitent des réponses collectives et des financements structurés. Lorsque ces collaborations s'appuient sur une vision claire et une mise en œuvre rigoureuse, elles peuvent produire des résultats visibles et durables.

Mais l'enjeu dépasse les réalisations actuelles. Ce type de programme ouvre une réflexion plus large sur l'avenir des villes. Comment accompagner leur croissance tout en préservant l'équilibre social ? Comment faire en sorte que le développement urbain profite à tous et non à quelques-uns seulement ?

Les réponses passent nécessairement par des politiques publiques qui placent l'humain au centre de l'aménagement du territoire. Une ville durable est avant tout une ville qui anticipe les besoins de ses habitants, qui investit dans ses quartiers et qui réduit les fractures sociales.

Le dossier spécial de *La Nation Plus* consacré à ce programme rappelle ainsi une évidence trop souvent oubliée : l'urbanisme n'est pas qu'une affaire de béton et de plans d'aménagement. Il est aussi un projet de société.

Et lorsque l'aménagement urbain devient un instrument de justice sociale, ce sont les villes elles-mêmes qui changent de visage et avec elles, l'avenir de leurs habitants.

**KENEDID IBRAHIM**





## Inauguration en grande pompe des infrastructures sociales du PDUI2

(Suite de la page Une)

Au nombre de quatre grands pôles structurants, les infrastructures inaugurées comprennent notamment un centre commercial moderne, une brigade de la Gendarmerie nationale, un Centre de Développement Communautaire (CDC), ainsi qu'un ensemble d'équipements de proximité intégrant des arrêts de bus ombragés dotés de kiosques, des aires de jeux pour enfants, des complexes sportifs destinés aussi bien aux jeunes garçons qu'aux jeunes filles, des aires de palabres et même des espaces aménagés pour la pratique de la pétanque.

Au cœur des réalisations figure un centre commercial moderne, véritable locomotive économique du projet. Composé de 76 locaux commerciaux de tailles variées, il offre des opportunités adaptées aussi bien aux petits vendeurs qu'aux commerçants plus structurés. Les étals destinés principalement à la vente de fruits et légumes sont proposés à un tarif mensuel accessible de 15 000 francs djiboutiens, tandis que les locaux intermédiaires et plus spacieux sont loués respectivement à 25 000 et 30 000 francs. Afin d'encourager l'entrepreneuriat local, une exonération totale des loyers durant les six premiers mois d'exploitation a été accordée aux bénéficiaires, facilitant ainsi le lancement de leurs activités. Autre pilier essentiel du dispositif: le Centre de Développement Communau-



taire (CDC). Pensé comme un espace polyvalent dédié à l'apprentissage, à la culture et au renforcement des capacités, il comprend une bibliothèque, une salle informatique, un espace théâtre, des ate-

liers de couture et de peinture ainsi qu'une salle de conférences. Cette infrastructure ambitionne de favoriser l'épanouissement des jeunes et des femmes, tout en consolidant la cohésion sociale et la participation

citoyenne. Le projet intègre également des équipements sportifs modernes destinés à promouvoir le sport comme vecteur d'inclusion et de prévention. Des terrains aménagés pour la pratique du football, du basketball, du handball et de l'athlétisme ont été réalisés, avec des espaces distincts pour les garçons et les filles. Ces installations contribuent à offrir aux jeunes un cadre structurant, propice à l'épanouissement et à la lutte contre l'oisiveté.

En matière de sécurité, une nouvelle brigade de la Gendarmerie nationale a été inaugurée. Dotée d'équipements adaptés et de conditions de travail optimales, elle renforce la présence de l'État dans cette zone densément peuplée et participe à la protection des biens et des personnes, consolidant ainsi le sentiment de sécurité des habitants.

L'ensemble des infrastructures comprend également des équipements de proximité tels que des arrêts de bus ombragés dotés de kiosques, des aires de jeux pour enfants, des espaces de palabres et même des terrains aménagés pour la pratique de la pétanque.

Autant d'aménagements qui contribuent à humaniser l'espace urbain et à renforcer le vivre-ensemble.

S'exprimant à l'issue de la cérémonie, le Président de la République a salué l'ampleur des réalisations accomplies. Il a souligné que ces nouveaux équipements traduisent la volonté constante de l'État d'offrir aux populations de la banlieue des infrastructures modernes, adaptées à leurs besoins et garantes de leur bien-être.

Le Chef de l'État a également exhorté les bénéficiaires à préserver ces acquis et à en faire un usage responsable.





L'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS)

# Un acteur central de la dynamique de transformation sociale

**N**ÉE de la fusion de l'ADETIP (Agence Djiboutienne d'Exécution des Travaux d'intérêt Public) et du Fonds Social de Développement (FSD), en fin 2007, l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) œuvre depuis, sans relâche pour réduire les inégalités, autonomiser les femmes et les jeunes, et surtout améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, en milieu urbain comme dans les zones rurales les plus éloignées de la capitale. Actrice incontournable dans le domaine du développement social et notamment dans celui de la lutte contre la pauvreté, l'insti-

tution compte à son actif, d'innombrables projets structurants réalisés avec brio, sur l'ensemble du territoire national. Grâce à des financements nationaux et internationaux conséquents, l'ADDS est aujourd'hui au cœur de la dynamique de transformation sociale du pays. Reportage sur cette institution, sous la tutelle du ministère des Affaires sociales et des Solidarités (MASS), qui a su gagner la confiance de ses partenaires économiques et institutionnels pour mettre en œuvre l'Initiative Nationale de Développement Sociale (INDS) et notamment la Vision Djibouti 2035 du Président Ismaïl Omar Guelleh.

Il est huit heures du matin, en cette belle journée d'octobre. Au siège de l'ADDS, situé au Plateau du Serpent dans la commune de Ras-Dika, les activités des différents départements débutent dans une atmosphère de rigueur, de discipline et de responsabilité. Des valeurs de culture à l'ADDS, qui lui ont valu par ailleurs de gagner la confiance de ses partenaires et mobiliser près de 300 millions de dollars US, depuis sa création en 2007.

Un fonds colossal qui a permis de financer dans plusieurs secteurs vitaux du développement de la communauté allant du désenclavement de quartier et l'amélioration des conditions de vie à l'appui aux réfugiés en passant par le développement des infrastructures et équipements sociaux de base (santé, d'éducation, d'accès à l'eau potable et à l'énergie), la préservation de l'environnement et de la santé publique, le développement communautaire et le renforcement des capacités de la société civile, des jeunes déscolarisés et des administrations parties prenantes, le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes au travers des Groupes d'Entraide par Affinité et de la micro finance, le développement de l'accès à l'énergie renouvelable par la mise en place de centrales solaires, la protection sociale, l'appui à la décentral-



ment au processus décisionnel, l'agence a permis à ses cadres de mieux comprendre les réalités locales et de créer des synergies entre les institutions, les collectivités locales, les ONG, ainsi que les partenaires nationaux et internationaux.

Plus de 200 sous-projets touchant des milliers de jeunes et de femmes sur l'ensemble du territoire national, ont ainsi vu le jour.

La promotion de l'entrepreneuriat social

Ces initiatives, conçues par les bénéficiaires eux-mêmes, favorisent selon les hauts responsables de l'ADDS, une appropriation durable du projet de développement. Il s'agit dans le cadre de ce programme de réduire le chômage, mais à renforcer également la cohésion sociale et à créer un tissu économique local dynamique, fondé sur la solidarité et la responsabilité partagée.

Et ce n'est pas tout. L'agence a embrassé depuis l'année dernière, une approche innovante intitulée « Développement conduit par la communauté » (DCC), laquelle repose sur le principe auquel les populations locales identifient leurs besoins et trouvent des solutions adaptées à leur réalité. Ainsi, les bénéficiaires participent activement à toutes les étapes des projets, de la planification à la mise en œuvre, en passant par le suivi et l'évaluation. Cette démarche participative a déjà donné selon les cadres de l'agence « des résultats remarquables dans plusieurs zones rurales ». En outre, elle a non seulement permis d'instaurer une gouvernance locale plus inclusive et renforcer notamment le sentiment d'appartenance, mais elle a également amélioré durablement toujours selon la même source, les conditions de vie des bénéficiaires.

## Des activités d'envergures pour réduire la pauvreté urbaine

Plusieurs méga projets structurants en cours actuellement, illustrent la diversité et la portée de ses interventions. En réponse au programme « Zéro

bidonville » du gouvernement, l'ADDS mène dans les quartiers Moustiquaire et Layabley dans la commune de Balbala, le PDUI 2 (Programme de Développement Urbain Intégré 2). Financé par l'Agence française de développement à hauteur de 24 millions d'euros, celui-ci qui est actuellement dans sa troisième phase de financement vise à réduire la pauvreté urbaine tout en améliorant la sécurité, la salubrité et la fonctionnalité des espaces publics. Il a déjà permis de désenclaver plusieurs quartiers, d'améliorer les voiries et d'offrir aux habitants un cadre de vie plus digne et plus sain.

Autre projet d'envergure, le Centre d'Enfouissement Technique (CET) pour le traitement des déchets ménagers, financé conjointement par l'AFD et l'Union européenne pour un montant de 16 millions d'euros, représente une avancée majeure dans le domaine de la gestion environnementale. Conçu selon les normes internationales, ce centre contribuera à améliorer la santé publique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en renforçant la gestion durable des déchets dans la capitale.

Enfin, le Projet Intégré de Résilience Communautaire (PIRC), d'un montant total de 31 millions de dollars, dont 15 millions exécutés par l'ADDS, cible spécifiquement les communautés vulnérables et les réfugiés. Financé par la Banque mondiale, il vise à améliorer l'accès aux services de base, à renforcer les filets sociaux et à créer des opportunités économiques pour les ménages défavorisés. Le projet est en ligne droite avec la mission sociale de l'ADDS, laquelle allie humanité, inclusion et développement durable.

Loin de se reposer sur ses acquis, l'ADDS se projette dans l'avenir avec une vision ambitieuse et cohérente. Elle entend consolider les infrastructures existantes, renforcer la résilience économique des populations face aux chocs climatiques et économiques, et promouvoir une plus grande équité en intensifiant ses actions dans les régions de l'intérieur.

Dans la perspective de bâtir un modèle de développement durable, inclusif et résilient face aux crises, l'ADDS, selon un concept qui place chaque citoyen au cœur de la construction d'un avenir commun, demeure pleinement engagé dans la mise en œuvre de l'INDS et notamment de la Vision Djibouti 2035 du Président de la République Son Excellence M. Ismaïl Omar Guelleh.



isation,...et j'en passe. Les réalisations sont elles aussi colossales. L'un des leviers majeurs du succès de l'ADDS réside dans sa stratégie d'intervention basée sur la proximité, la participation et le partenariat. En associant les bénéficiaires des projets de développe-

et communautaire figure parmi les projets phares de l'agence. À travers le Fonds de Développement Communautaire (FDC), elle finance des microprojets proposés par des associations locales ou des groupements communautaires.



## Djibouti : 50 ans de partenariat durable avec l'AFD

### Vers une ville plus résiliente, inclusive et tournée vers l'avenir

Présente à Djibouti depuis 1974, l'Agence Française de Développement (AFD) est l'un des partenaires historiques du pays. Depuis plus de cinquante ans, elle accompagne les autorités djiboutiennes et les acteurs locaux dans la mise en œuvre de projets structurants visant à améliorer durablement les conditions de vie des populations. Qu'il s'agisse de la construction de points de regroupement de déchets à Balbala, de forages toujours exploités aujourd'hui ou de l'accompagnement du premier cabinet de pédiatrie libérale, l'impact de ces initiatives est encore visible.

Aujourd'hui, l'action de l'AFD s'inscrit pleinement dans la Vision Djibouti 2035, qui place l'unité nationale, la bonne gouvernance, le progrès social ainsi que l'accélération de la croissance économique et l'intégration régionale au cœur des priorités. Les interventions urbaines et sociales s'inscrivent également dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) : réduction des inégalités, accès équitable aux services essentiels, villes durables et résilientes, santé et éducation pour tous. L'AFD a par ailleurs renforcé son engagement sur les questions d'assainissement, en lien étroit avec l'ONEAD et en coordination et cofinancement avec la Délégation de l'Union Européenne, afin d'améliorer



bouti 2035, qui place l'unité nationale, la bonne gouvernance, le progrès social ainsi que l'accélération de la croissance économique et l'intégration régionale au cœur des priorités. Les interventions urbaines et sociales s'inscrivent également dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) : réduction des inégalités, accès équitable aux services essentiels, villes durables et résilientes, santé et éducation pour tous. L'AFD a par ailleurs renforcé son engagement sur les questions d'assainissement, en lien étroit avec l'ONEAD et en coordination et cofinancement avec la Délégation de l'Union Européenne, afin d'améliorer

durablement l'accès à l'eau et aux services de traitement des eaux usées.

### Une approche stratégique intégrée et durable

Depuis les années 1980, l'AFD accompagne les politiques publiques urbaines djiboutiennes pour relever les défis liés à la croissance démographique, à l'extension rapide des quartiers informels, à l'accès inégal aux services essentiels et à la vulnérabilité climatique. Les projets soutenus ont progressivement inté-

communautaire des quartiers.

### Les principes clés de notre approche sont :

- Réhabilitation in situ pour préserver l'existant
- Sécurisation foncière et participation des acteurs locaux
- Intégration des besoins des populations et des autorités dès la conception
- Combinaison d'infrastructures de base et d'équipements collectifs avec renforcement social et économique

Les projets récents comme le PDUI2 à Layabley et Moustiquaire combinent infrastructures modernes et résilience climatique : réseaux d'eau et d'électricité adaptés aux épisodes de sécheresse et d'inondation, espaces publics végétalisés et bâtiments bioclimatiques. Ces projets contribuent à l'emploi



gré une vision globale : au-delà des infrastructures, l'accent est mis sur le développement social, économique et

local et au développement économique, tout en garantissant un entretien pérenne des équipements.

## Le Projet de Développement Urbain Intégré

## Un programme en phase avec la Vision 2035 du Président Ismail Omar Guelleh

**Lancé en 2018 dans le cadre du programme national « Zéro bidonville », le Projet de Développement Urbain Intégré (PDUI) transforme non seulement l'esthétique urbaine des quartiers précaires de la commune de Balbala mais améliore également le quotidien des populations des secteurs bénéficiaires. De PK 12 à Layabley et Moustiquaire en passant par Wahlé Daba, la métamorphose est spectaculaire. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), ce projet multidimensionnel conjugue désenclavement, installations d'infrastructures socio-économiques et sécuritaires, renforcement de capacité du tissu associatif local et amélioration de cadre de vie des habitants, des concepts prioritaires de la Vision Djibouti 2035 impulsée par le Président de la République, Son Excellence M. Ismaïl Omar Guelleh.**

Les sécheresses dues aux changements climatiques ont provoqué un important exode rural à Djibouti. Ce phénomène est particulièrement visible dans plusieurs secteurs de la commune de Balbala, qui juste après l'indépendance du pays en 1977, ont connu une urbanisation rapide. Aujourd'hui, cette commune concentre plus de la moitié de la population de la capitale et abrite les situations les plus critiques en matière de pauvreté et d'accès aux services essentiels. Les quartiers PK 12, Wahlé Daba ainsi que Layabley, Moustiquaire et leurs alentours, en font partie. Urbanisés de manière spontanée, souvent en dehors de tout cadre réglementaire, ces quartiers figuraient parmi les plus vulnérables. Les habitants y étaient confrontés à la précarité, à l'insécurité et notamment au chômage.

Face à cette situation préoccupante, le gouvernement djiboutien, bénéficiaire d'une subvention de 5.5 millions d'Euros de l'Agence Française de Développement (AFD), initie un programme d'envergure baptisé « Zéro bidonville ». Mise en œuvre par le ministère de la ville, de l'urbanisme et de l'habitat, l'initiative s'inscrit dans la Vision Djibouti 2035 impulsée par le Président de la République, Son Excellence M. Ismaïl Omar Guelleh, en vue d'éradiquer d'ici 2035 de la capitale, les quartiers informels. Sa réalisation est confiée à l'Agence Djiboutienne de

Développement Social (ADDS). Une institution sous la tutelle du ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS), spécialisée dans la concrétisation des projets à caractère social du gouvernement. C'est dans le cadre de ce partenariat tripartite qu'a germé l'idée d'un Développement Urbain Intégré (PDUI). Le projet est porteur d'une série d'actions répondant aux besoins formulés par les populations aussi bien dans le domaine socio-économique et sécuritaire que celui de la lutte contre le chômage des jeunes et des femmes.



« Ici on a affaire à un projet intégré, il ne s'agit pas de construire seulement des infrastructures, il y a le développement communautaire, il y a le développement social, il y a le renforcement des capacités des

élus, il y a la bonne gouvernance » explique le directeur général de l'ADDS, Mahdi Mohamed Djama, dans une vidéo publiée par l'AFD sur YouTube. Après une phase pilote couronnée de succès en 2008 à PK12, le modèle confirme sa pertinence et son efficacité à Wahlé Daba, quatre ans plus tard. « Avant, nous vivions dans la misère. Il n'y avait ni électricité, ni eau courante, ni structures sanitaires, et les accouchements à domicile étaient fréquents. Grâce à ce projet, nous avons enfin accès à tous ces services essentiels » témoigne Kadra Darar, une habitante du quartier Wahlé Daba.

« Lorsque nous avons emménagé pour la première fois dans ce quartier, nous utilisions un tuyau de 500 mètres et devions nous lever vers 2 heures du matin, parfois même à 3 heures, pour avoir de l'eau. Mais aujourd'hui, l'eau du robinet coule chez-moi » confirme sa voisine Mariam Ahmed.

« Le temps où les habitants de Wahlé Daba était privés des infrastructures de base, est désormais révolue. Actuellement chaque famille dispose de son propre branchement au réseau de distribution d'eau potable et chaque foyer a accès à l'électricité », déclare dans cette même vidéo, le président de la commune de Balbala de cette époque Youssouf Nouho Hassan.

SUITE EN PAGE 5



**Le Projet de Développement Urbain Intégré**

# Un programme en phase avec la Vision 2035 du Président Ismail Omar Guelleh

(Suite de la page 4)

**Après le PDUI à Wahlé Daba, place au PDUI 2 pour Layabley et Moustiquaire**

Forte du succès du PDUI, l'ADDs engage une seconde édition de ce projet, pour les autres quartiers précaires de Balbala. Sous la supervision du ministère de la Ville, de l'Urbanisme et du Logement, ainsi que du ministère des Affaires sociales et des Solidarités, cette nouvelle étape cible une vaste zone de 250 hectares située à l'ouest de Balbala, incluant les quartiers de Layabley et de Moustiquaire.

En effet, une étude réalisée par le groupement URBAPLAN/ICCA, financée par l'AFD, révèle que « près de 85 % des logements de ces quartiers sont des abris de fortune en tôle, en bois ou parfois des tentes. Leurs occupants manquent d'infrastructures de base telles que les routes, l'eau et l'électricité. Moins de 15 % des ménages disposent d'une connexion au réseau d'eau potable ou d'un titre foncier, et moins de 2 % sont motorisés. Les infrastructures sociales et de sécurité y sont quasi inexistantes. » Ce diagnostic met en évidence la précarité extrême du secteur, qui représente désormais une zone prioritaire d'intervention.

De ce constat est né le PDUI 2, un projet encore plus ambitieux que son prédécesseur, lequel associe désenclavement, développement social et intégration économique.

Convaincue du succès du projet initial mis en œuvre à Wahlé Daba, l'AFD, partenaire stratégique du gouvernement djiboutien dans le cadre de ce programme de lutte contre la pauvreté, renouvelle sa confiance en accordant en janvier 2018 un financement de 6 millions d'euros, soit plus de 1,245 milliard de francs djiboutiens, pour concrétiser cette seconde phase.

Après des études de faisabilité, l'identification et la mise en place d'un comité directeur, des discussions avec les bénéficiaires, la formation d'un comité de quartier pour recueillir les attentes et besoins spécifiques, l'élaboration du plan cadastral, ...etc, l'ADDs dévoile le 20 décembre 2020 à ses partenaires techniques et financiers les tenants et aboutissants du PDUI 2 avant de lancer officiellement en 2021, les travaux de ce projet d'envergure.

Deux ans plus tard, la métamorphose est spectaculaire. Les réalisations du PDUI 2 et son prolongement le PDUI 2 bis sont nombreuses. Les petits sentiers entre les habitations ont laissé place à des axes routiers structurants, tels que le boulevard Assamo (dit « axe des 60 m »), et la voie de liaison entre l'avenue Mouhoulé et le boulevard

Gagaddé connectant Layabley et Moustiquaire aux artères principales de Balbala. L'éclairage public a percé l'obscurité des nuits, apportant sécurité et dignité aux habitants.

Des dalots ont été construits pour franchir les ravines et faciliter la circulation, notamment en saison des pluies. Deux ponts piétonniers permettent désormais aux habitants de rejoindre plus facilement les écoles et les équipements publics du secteur. Mais ce n'est pas tout, le changement est notamment plus profond. Dans les sous-sols, les conduites d'eau potable ont été étendues, permettant à des centaines de familles d'accéder enfin à cette ressource précieuse. Les réalisations dans ce domaine sont égale-



groupement des déchets et même une plateforme de 300 m² permettant de se dérouler en même temps deux match de pétanque, ainsi que plusieurs arrêts de bus dont certains sont équipés d'un kiosque. Ces aménagements favorisent la cohésion sociale, stimulent l'économie locale et redonnent vie aux espaces publics.

**Un Fonds de Développement**

iron 40 millions de nos francs du Fonds de Développement Communautaire (FDC). Lequel permet de renforcer les capacités d'une cinquantaine d'associations de jeunes et de femmes de ces quartiers.

Grâce à ce fonds, l'ADDs a mis en place plus d'une trentaine de projets associatifs dont certains ont

permis le facilité l'accès à l'eau potable, l'amélioration de l'hygiène et de la santé publique grâce à la réhabilitation de système d'assainissement individuel, la plantation de plusieurs centaines d'arbre Nyme de Somalie, ainsi la réalisation de nombreuses campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et de lutte contre la drogue. Il a également été question pour certaines associations de promouvoir l'autonomisation des jeunes en leur offrant de nouvelles opportunités et en développant des compétences techniques tels que des formations sur la taille et la pose de la pierre ainsi que notamment la conduite de plusieurs catégories de véhicule qui a permis à 72 parmi les jeunes des quartiers bénéficiaires d'avoir leurs permis de conduire.

Et pour atténuer le taux élevé de chômage dans ce secteur, l'ADDs en collaboration avec le MENFOP, le CASAF et la chambre du commerce, a formé plusieurs centaines de jeunes hommes et filles, déscolarisés dans les métiers adaptés aux besoins du territoire tels que la soudure, l'électricité, l'électro-froid, la menuiserie, secrétariat/ documentations, maçonnerie, la coiffure, la couture, la cuisine, mais aussi gestion d'activités génératrices de revenus...etc.

Ces deux volets traduisent une ambition commune. Celle de désenclaver les quartiers périphériques, améliorer le cadre de vie et renforcer les capacités économiques et associatives des populations. Au-delà des infrastructures,

ils posent les bases d'un urbanisme où chaque habitant devient acteur du changement.

À Balbala et plus particulièrement dans les quartiers Layabley et Moustiquaire, au-delà des infrastructures, ce sont des dynamiques collectives plus enracinées dans le tissu social, qui émergent.

Entre espoir d'une meilleure condition de vie et résilience, le Projet de Développement Urbain Intégré 2 et son prolongement complémentaire (le PDUI2 bis) dont les travaux se sont achevés en 2024,

posent les jalons de l'esthétique urbaine future de la capitale djiboutienne.



ment énormes. « 3 km de réseau primaire, 3,3 km de réseau secondaire ajouté à environ 450 branchements tertiaires dont 250 branchements sociaux » selon les cadres de l'ADDs. L'électricité, longtemps inaccessible est, désormais elle aussi, acheminée jusque dans les foyers. La tranche ferme des travaux du PDUI 2 et son prolongement le PDUI 2 bis ont à leurs actifs de nombreuses infrastructures publiques bioclimatiques. Parmi elles, un centre de développement communautaire d'environ 1500 m², des espaces verts, une brigade de gendarmerie pour assurer une meilleure sécurité, bâti sur une zone 600 m², des équipements marchands mixtes dont des boutiques et des étals de vente installés sous un halle de 1700 m², deux aires de jeux pour enfants de 450 m² chacune, trois terrains multisports de 1000 m² dont un avec vestiaire et brise vue réservé à la gente féminine, deux points de re-

**Communautaire pour renforcer le tissu associatif du secteur**

Il est à noter que l'un des traits distinctifs du PDUI 2 reste son ancrage communautaire. Car le PDUI2 et son prolongement le PDUI 2 bis n'ont pas seulement à vocation de mettre en



place des équipements publics, ils prévoient entre autres, un volet social qui bénéficie d'un financement d'env-



# Dans les coulisses des réalisations bioclimatiques

À Layabley et Moustiquaire, deux quartiers de la commune de Balbala, bénéficiaires du Projet de Développement Urbain Intégré II, l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDs) transforme la manière de construire. Des infrastructures communautaires, commerciales et institutionnelles sortent de terre selon des principes bioclimatiques novateurs.

Reportage sur un chantier où le développement durable a pris forme, bloc après bloc, sous le soleil djiboutien.

Le besoin de savoir un peu plus sur la dimension environnementale du Projet de Développement Urbain Intégré II, financé par l'Agence Française de Développement et mise en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDs) nous a conduit à Balbala. En approchant des quartiers de Layabley et Moustiquaire, la première impression est celle d'un secteur complètement transformé.

Les traverses poussières entre les tôles ondulées des habitations, jadis serrées les unes contre les autres, ont laissé place à des routes goudronnées, des arrêts de bus ombragés, de nombreuses zones dédiées à la pétanque, des aires de jeux pour les enfants, des infrastructures commerciales, un Centre de Développement Communautaire (CDC) ainsi qu'une brigade de gendarmerie chargée d'assurer la sécurité des lieux.

La particularité de ces nouvelles structures publiques réside dans leur adaptation au climat local. Elles semblent capter uniquement les rayons nécessaires et rejeter l'excès de chaleur.

Véritable innovation en matière d'architecture bioclimatique, cette initiative

s'inscrit dans le cadre du Projet de Développement Urbain Intégré II (PDUI 2), piloté par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDs) dans les quartiers de Layabley et Moustiquaire à Balbala, soutenu par l'AFD. Trois typologies, trois usages différents, mais un même fil conducteur, celui de l'efficacité thermique et du confort naturel.

L'objectif étant de réduire au maximum les besoins énergétiques grâce à un éclairage LED à faible consommation, et des principes de ventilation et de protection au rayonnement solaire qui limite l'usage des climatisations.

## Un CDC au gré de l'environnement naturel

Doté d'une architecture bioclimatique unique en son genre sous nos cieux, le Centre de Développement Communautaire (CDC) s'élève dans un environnement agréable à vivre. L'espace s'organise autour d'une cour intérieure verdoyante, bordée de deux bâtiments parallèles aux façades rythmées par des persiennes en bois et des pergolas recouvertes de végétation grimpante.

La lumière naturelle y circule librement, adoucie par les ombrages des auvents, tandis que la ventilation naturelle assure une fraîcheur constante, réduisant ainsi le recours à la climatisation. Palmiers, plantes locales et allées paysagées composent un cadre paisible où se mêlent modernité et respect de l'environnement. Chaque détail semble dicté par une observation minutieuse du climat chaud et aride du pays. Pour éviter la surchauffe des bâtiments, plusieurs solutions ingénieuses ont été mises en place : ventilation naturelle, toitures à double peau ventilée, terrasses isolées, ...etc. Autour des bâtiments, les plantations des abords — à travers l'installation de treilles et de plantes grimpantes — crée un ombrage naturel et adouci la température. Et ce n'est pas tout. Des murs doubles — briques cuites dehors, parpaings remplis de terre dedans — et séparés par un vide technique régulent eux aussi la température.

Tout est pensé pour faire de la structure un lieu de rencontre et d'échange à la fois écologique et agréable pour les habitants, les enfants, les associations de ce secteur de Balbala.

## Une brigade de gendarmerie sobre en énergie

Un peu plus loin, une autre structure attire l'œil. Il s'agit d'une brigade de gendarmerie.

Le site, situé en bordure d'un axe fréquenté, dévoile un bâtiment aux lignes sobres, en forme de "L", avec de larges débords de toiture et des brise-soleil verticaux en façade.

Ici aussi, chaque orientation a été étudiée : les façades les plus exposées à l'ouest et au sud sont presque aveugles, tandis que celles tournées vers le nord et l'Est s'ouvrent largement, captant les vents dominants.

En s'avançant sur l'esplanade, on remarque la fraîcheur relative de l'air malgré la chaleur extérieure.

Le secret réside dans une série de dispositifs mis en place dans l'enceinte de cette structure de sécurité. Il

s'agit de lanterneaux ouverts, sas ventilés entre les blocs, isolation renforcée sous les toitures en béton, et une barrière végétale plantée autour du périmètre. Une végétation formant non seulement une ceinture verte protectrice contre le vent chaud du Khamsin, mais également un rempart contre les rayons du soleil. L'intérieur, organisé autour d'un hall central de grande

ticulière. Le bâtiment semble vivre au grès des vents. Les étals, bénéficient déjà d'une température plus douce que l'extérieur. Une performance obtenue uniquement grâce à une intelligence constructive fondée sur les lois de la nature.

## L'architecture en symbiose avec le climat

En observant ces trois réalisations, l'on remarque que le bio-climatisme s'impose comme une évidence. En effet, loin d'être un luxe, on relève ici du bon sens architectural que l'ADDs et l'AFD ont choisi dans le cadre de ce projet ambitieux. Les matériaux utilisés traduisent cette approche pragmatique. La brique cuite, légère et isolante, limite les transferts de chaleur.

Les parpaings remplis de terre, bon marché et à forte inertie, stabilisent la température intérieure. Le béton armé, omniprésent, assure la solidité structurelle, tandis que le basalte local sert de matériau d'aménagement : bancs, bordures, murets, ou éléments de mobilier urbain.

Ces choix ont aussi permis de recourir largement à la main-d'œuvre locale, selon la méthode HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre), créant ainsi des emplois et une dynamique économique dans les quartiers mêmes où les infrastructures s'implantent.

## La végétation pour protéger les infrastructures contre la chaleur

Autour des bâtiments, les espaces extérieurs ont été pensés avec la même rigueur que les surfaces bâties. Des arbres plantés autour des infrastructures permettent non seulement de les protéger des rayons du soleil mais de filtrer également les vents chauds en vue d'un rafraîchissement permanent des lieux.

Les zones de détente et les aires de jeux ne sont pas en reste. Ils bénéficient d'une orientation stratégique qui favorise la circulation de l'air. Cette conception paysagère crée de véritables microclimats urbains, réduisant la chaleur ambiante et améliorant le confort d'usage des espaces publics.

Il est à noter que l'eau, ressource rare à Djibouti, est utilisée avec précaution.

Les toitures de ces infrastructures publiques sont équipées de systèmes de récupération des eaux de pluie qui alimentent les plantations via des bacs d'irrigation intégrés au patio et aux

jardins. Un geste écologique simple, mais déterminant pour la durabilité du projet. Ces réalisations donnent au concept, un modèle de développement urbain intégré, où les infrastructures répondent à la fois aux besoins socio-économiques et climatiques.

Le PDUI2, avec ses structures aux architectures bioclimatiques répond à une logique de résilience urbaine. En effet, dans un contexte de changement climatique et de hausse des coûts énergétiques, concevoir des bâtiments capables de se réguler naturellement devient une nécessité. Et les résultats thermiques obtenus dans le domaine de l'économie d'énergie plaident pour une généralisation du modèle.

En tout cas, dans le cadre de ce projet de restructuration des quartiers Layabley et Moustiquaire l'ADDs a donné corps, les premiers signes annonçant que l'architecture urbaine de demain sera en parfait accord avec le climat.



hauteur, bénéficie d'une ventilation naturelle permanente. Les espaces de repos sont orientés à l'écart des expositions les plus sévères, et les matériaux choisis — béton isolé, briques alvéolées et enduits clairs — participent à l'efficacité thermique.

La lumière naturelle entre partout, tamisée par des claustras et des lames de bois, offrant un confort visuel apaisant. La brigade de Gendarmerie de ce secteur, à la fois fonctionnelle et sobre, se distingue par son intégration dans le paysage urbain.

## Un marché bâti selon les lois de la nature

Non loin de là, se dresse la structure la plus singulière du projet. Un équipement marchand bioclimatique. Il s'agit d'un imposant bâtiment public destiné à accueillir les activités commerciales locales.

De loin, l'œil est attiré par la succession de coupes en béton armé qui rythment la toiture. Ces formes arrondies, inspirées de l'architecture sahélo-saharienne, ne sont pas qu'un hommage esthétique : elles participent pleinement au rafraîchissement naturel du lieu.

Sous les voûtes, l'air circule librement et le rayonnement solaire sur la toiture est limité par une peinture de type « cool-roof ». L'allée centrale, plus haute que les espaces latéraux, crée une dépression naturelle qui attire l'air chaud vers le haut et le rejette par des ouvertures grillagées. Les façades ouvertes permettent la ventilation croisée, tandis que la couleur claire des murs renvoie la lumière sans accumuler la chaleur. L'ambiance y est par-



**Layabley et Moustiquaire**

# Quand le développement urbain transforme les vies

**À Balbala, dans les quartiers Layabley et Moustiquaire, le Projet de Développement Urbain Intégré (PDUI 2) et ses prolongements, le PDUI 2 bis et le PDUI 2 ter, ne se contentent pas seulement de construire des routes, des infrastructures publiques et de sécurité ou encore des espaces de détente et de jeux. Il transforme également les vies. Grâce au financement de l'Agence Française de Développement, l'ADDS transforme les chantiers en véritables écoles de vie, où des centaines de jeunes hommes et femmes apprennent des métiers et bâtissent, pierre après pierre, leurs quartiers mais également leur propre avenir.**

Un vent d'espoir souffle depuis ces derniers temps dans les quartiers Layabley et Moustiquaire. Le projet de Développement urbain intégré 2 ainsi que ses prolongements complémentaires, le PDUI 2 bis et le PDUI 2 ter, financé par l'Agence Française de Développement et mise en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) dans ce secteur de la commune de Balbala, n'ont pas seulement à vocation de faire couler du béton et de l'asphalte, ils ont également un caractère social et constituent une aubaine pour les jeunes de ces quartiers bénéficiaires directs de ces initiatives de transformation urbaine inscrit dans le cadre du programme "Zéro Bidonville" du gouvernement. Le cœur battant de cette approche réside dans un mécanisme de marché à clause sociale, imposé aux entreprises de travaux pour garantir une participation active des jeunes et des femmes des quartiers concernés.

Derrière cette innovation, une conviction forte anime les équipes de l'ADDS: le développement urbain ne vaut que s'il profite à ceux qui le vivent au quotidien. Ainsi, chaque entreprise intervenant sur les chantiers du PDUI 2 est tenue d'employer un quota de jeunes issus des formations techniques du projet ou de recruter localement des travailleurs journaliers des quartiers ciblés.

« L'objectif est double, selon les cadres de l'ADDS en charge de ces projets. Il s'agit d'une part, à offrir une première expérience professionnelle à des jeunes formés aux métiers du bâtiment, et de l'autre à injecter directement les bénéfices du projet dans l'économie locale par l'emploi des habitants eux-mêmes. » C'est ainsi que le volet d'insertion sociale du PDUI 2 est devenu un véritable modèle d'intégration sociale et économique.

**Plus de 39 000 journées de travail local créées...**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon les données de l'ADDS, entre 2021 et 2023, les chantiers de Layabley et Moustiquaire ont généré plus de 31 000 journées de travail au profit des habitants recrutés localement, soit 116 % de l'objectif initial fixé pour cette phase du programme. Dans le même temps, près de 8 000 journées ont été réalisées par des stagiaires issus des formations professionnelles. Dans le cadre du PDUI 2 ter, l'ambition est encore plus affirmée : 28 000 hommes/jours (H/J) sont programmés pour la main-d'œuvre locale et 14 000 H/J pour les stagiaires, confirmant



la volonté de renforcer davantage l'impact social du projet.

Si les performances enregistrées témoignent d'une dynamique encourageante, notamment pour l'emploi local, elles mettent également en lumière des défis persistants. La participation féminine demeure en deçà des attentes, ne représentant que 14 % des emplois journaliers et 24 % des postes de stagiaires. Un déséquilibre que l'ADDS entend corriger à travers un renforcement des actions de sensibilisation, un accompagnement ciblé et une ouverture accrue des filières techniques aux jeunes filles.

Rappelons que pour atténuer le taux élevé de chômage dont souffrent les jeunes de ce secteur de la commune de Balbala, l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) institution en charge de la mise en œuvre du programme PDUI 2, en collaboration avec le MENFOP, le CASAF et la chambre du commerce, a formé en amont, quelques 192 jeunes dont 94 filles, déscolarisés issus des quartiers Layabley et Moustiquaire dans les métiers tels que formation en anglais, technicien en

mobile, conduite d'engins de manutention, maçonnerie polyvalence, carrelage, peinture bâtiment et menuiserie aluminium. 35 parmi eux, formés selon un quota de compétences dont l'entreprise a besoin, ont été recrutés comme stagiaires. Sur le terrain, l'impact se lit dans les regards des jeunes. Ahmed, 26 ans, en faisait partie, il manie la truelle avec assurance. « C'est la première fois que je travaille sur un projet de cette ampleur. Je gagne ma vie honnêtement, et j'apprends chaque jour. Après le chantier, j'aimerais monter ma propre équipe de maçons », confie-t-il.

Non loin de lui, Mahado Youssouf Djibiril, qui a choisi la filière soudure, alterne habilement entre la meuleuse à disque



et le poste à souder à l'arc. Elle travaille comme soudeuse au sein de l'entreprise Hawk

A peine vingt ans Mahado évolue dans ce milieu qui fait appel à des efforts physiques et qui jusqu'à ce jour n'est réservé qu'aux hommes. « Au début, j'avais des difficultés pour m'introduire dans cet univers "masculin", mais actuellement, je m'y sens pleinement à ma place. J'ai gagné en confiance, en compétence et en respect auprès de mes collègues, qui reconnaissent désormais la qualité de mon travail et ma détermination » nous dit-elle avec un sourire aux lèvres.

**Des microprojets porteurs d'espoir**

Le Projet de Développement Urbain Intégré (PDUI 2) et son prolongement, le PDUI 2 bis, ont également donné une impulsion nouvelle au tissu associatif local. Financée par l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Fonds de Développement commu-

nautaire (FDC), l'initiative a permis aux tissus associatifs de ce secteur de réaliser quelques 36 microprojets de développement les uns plus importants que les autres pour les habitants de ces deux quartiers de la commune Balbala.

Touchant près de 4 000 bénéficiaires directs au sein des communautés de Balbala avec un investissement total de 37.970.000 FDJ. Les projets associatifs financés par l'AFD ont permis de réaliser des progrès tangibles dans les quartiers Layabley et Moustiquaire à savoir l'augmentation du taux d'accès à l'eau potable grâce aux branchements de ménages sur les réseaux de l'ONEAD, l'amélioration de l'hygiène et de la santé publique grâce à la réhabilitation de

latrines et au renforcement des campagnes de sensibilisation à l'assainissement, l'autonomisation des jeunes en leur offrant de nouvelles opportunités et en développant des compétences techniques tels que des formations sur la taille et la pose de la pierre.

Dans le cadre du renforcement des capacités du tissu associatif des jeunes de ces quartiers, un programme de

formation à la conduite de voitures légères aux poids-lourds en passant par les véhicules de transport mis en place, dans le cadre de ce projet, a permis à 72 jeunes de décrocher des permis de conduire des catégories B, C et D.

Au cours de la cérémonie de remise des permis de conduire, le président de la commune de Balbala, Mohamed Hassan Saïd a souligné l'importance de ce programme pour les jeunes des quartiers précaires de ce secteur de la capitale.

« Cette action noble s'inscrit dans l'employabilité des jeunes et surtout la lutte contre l'oisiveté et la délinquance juvénile » a-t-il déclaré.

Une déclaration confirmée par le témoignage d'un membre de l'association "Layabley", Lukman Mouhyadin. Il fait partie d'un groupe de jeunes qui a bénéficié d'un programme similaire. Le permis B obtenu dans le cadre du PDUI2 et PDUI2 bis, avec 14 autres de ses copains du quartier, a été selon son témoignage, une aubaine pour lui et sa famille.



informatique et réseau, maintenance de l'équipement solaire, couture/broderie, coiffure et esthétique, cuisine et restauration, électricité du bâtiment, chaud/froid, soudure, plomberie et installation sanitaire, maintenance auto-



**À l'Ouest de Balbala**

**Avec le PDUI 2 ter, la modernisation urbaine poursuit sa route**

**Le Projet de Développement Urbain Intégré 2, mis en œuvre depuis 2021 par l'ADDS dans les quartiers de Layabley et Moustiquaire à Balbala, a une nouvelle fois élargi sa zone d'intervention afin de pérenniser, selon ses concepteurs, les acquis des phases précédentes.**

**Le PDUI 2 ter a pris le relais du PDUI 2 bis, dont les travaux se sont achevés en décembre 2024.**

*Coup d'œil sur cette vaste modernisation urbaine en marche à l'Ouest de Balbala.*

Pierre après pierre, route après route, le PDUI 2 poursuit sa progression et étend la portée de ses réalisations vers les zones périphériques de Layabley et Moustiquaire. Après l'achèvement des deux premières phases — le PDUI 2 et le PDUI 2 bis — en décembre 2024, le PDUI 2 ter prend la relève. Financé par l'Agence Française de Développement à hauteur de 11 millions d'euros, équivalent à environ 2.3 milliards de nos francs, ce nouveau volet ambitionne d'aller encore plus loin dans la transformation de ces quartiers en véritables pôles de développement urbain, social et économique.

À travers le PDUI 2 ter, l'ADDS entend non seulement améliorer l'accessibilité et renforcer les équipements publics, mais aussi mettre en œuvre des actions ciblées en faveur du développement social, de l'autonomisation des femmes et du renforcement des capacités de la jeunesse.

Les priorités de cette nouvelle phase, actuellement en cours de réalisation, sont nombreuses. Elle cible particulièrement une zone dépourvue d'infrastructures qui n'a bénéficié d'aucune structuration antérieure. L'objectif étant d'ouvrir de nouveaux axes routiers, d'étendre les réseaux d'eau potable et d'électricité, de créer des espaces publics supplémentaires et d'améliorer notamment les conditions de vie grâce à la mise en place d'infrastructures publiques et communautaires de proximité.

Sur le terrain, les ouvriers de l'entreprise Hawk, en charge des travaux de la tranche conditionnelle du PDUI 2 ter, s'activent. Bulldozers, niveleuses et camions-bennes tracent depuis plusieurs mois, dans ce secteur de Balbala où toute infrastructure routière était quasi inexistante, les futures artères qui structureront la zone périphérique. L'un des volets majeurs du PDUI 2 ter réside en effet dans la refonte profonde du réseau routier, indispensable pour désenclaver les quartiers à l'Ouest de Balbala dont Layabley-Moustiquaire et faciliter la mobilité de leurs habitants. Pour y parvenir, cette nouvelle tranche prévoit la construction de 2,5 kilomètres de routes bitumées, véritable colonne vertébrale de cette partie de Balbala. Parmi ces voies, un tronçon de 0,9 km du boulevard Assamo et 1,5 km supplémentaires sur sa contre-allée constitueront les axes principaux destinés à fluidifier la mobilité quotidienne. À cela s'ajoutent 1,5 km de voies tertiaires



dans le quartier Moustiquaire, conçues pour faciliter l'accès des riverains à leur domicile et améliorer les déplacements internes. D'autres routes reliant le boulevard Assamo aux zones périphériques de Moustiquaire et Balbala 11 viendront compléter le tableau.

Une fois achevées, ces infrastructures routières devraient transformer en profondeur la dynamique locale. Elles permettront un accès plus rapide aux services essentiels : écoles, marchés, centres de santé, équipements collectifs. Pour la première fois, les habitants pourront se rejoindre dans un environnement urbain moderne sans détours interminables ni ruelles sinueuses.

« Quand ces routes seront finies, les taxis viendront sans hésiter jusqu'à nos maisons », confirme Amina Saïd, installée depuis vingt ans à Moustiquaire. Dans le secteur, les discussions

tanque, ainsi qu'un belvédère, doté d'un kiosque et de 2 aires de jeux moderne pour enfants, aménagé au nord et au sud de cet axe stratégique.

Hodan, une mère du quartier, attend impatiemment la fin des travaux : « Cet espace sera une opportunité pour nos enfants qui n'avaient auparavant aucun endroit pour jouer », confie-t-elle.

La dimension économique du projet se reflète également dans la création d'aires marchandes modernes du côté de Moustiquaire. Ces espaces destinés aux petits commerçants seront créateurs d'emplois et moteurs de l'économie locale. Constituant un facteur clé du bien-être, la sécurité occupe une place importante dans le PDUI 2 ter qui prévoit à cet effet, la construction d'une brigade de gendarmerie spécialisée dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, un enjeu majeur dans ce secteur de la commune de Balbala. Outre ces infrastructures, l'ADDS et ses partenaires techniques vont étendre ou compléter dans ce nouveau prolonge-

associations du secteur de Layabley et Moustiquaire.

Des programmes de formation professionnelle figurent également à l'agenda du PDUI 2 ter afin de favoriser une insertion durable des jeunes sur le marché du travail. Mais contrairement à ses prédécesseurs, le PDUI 2 ter met l'accent sur des formations axées dans des secteurs en phase avec les besoins réels du marché local et des grands chantiers structurants.

La manutention portuaire, le transport et les métiers de la logistique — gestionnaire de transport, agent de transit, déclarant en douane, mécanicien poids lourds — ainsi que les secteurs de la construction et du tourisme figurent parmi les filières qu'il cible.

Il est à noter qu'un appui aux structures associatives locales est prévu dans le cadre de cette nouvelle tranche du PDUI 2, afin de renforcer leur rôle d'acteurs de proximité.

Cet accompagnement vise à garantir la pérennité des infrastructures socio-économiques réalisées et de promouvoir la préservation de l'environnement, un élément essentiel à la santé et au bien-être de leurs communautés.

Rappelons que les travaux du PDUI 2 ter, tout comme ceux des phases précédentes, génèrent également de nombreux emplois directs et indirects, contribuant à la dynamique économique locale. Les chantiers mobilisent une main-d'œuvre importante, composée pour partie d'habitants des quartiers eux-mêmes. Pour les travailleurs qui participent à la construction des routes, des marchés, des équipements sociaux ou à l'aménagement des espaces publics, le projet constitue une source de revenus stable, mais aussi une occasion de développer des

compétences techniques réutilisables dans d'autres secteurs.

En tout cas, à Layabley, Moustiquaire et dans leurs zones périphériques, le PDUI 2 ter à l'instar de ses prédécesseurs, s'impose comme un véritable catalyseur de changement, symbolisant la volonté du gouvernement djiboutien de poursuivre le programme « Zéro Bidonville » de modernisation de la capitale, inscrit dans la Vision 2035 du Président de la République, Son Excellence M. Ismail Omar Guelleh. Si les travaux se maintiennent au rythme actuel, ce secteur de la commune de Balbala deviendra, d'ici février 2028 — date prévue pour la clôture de cette troisième phase du PDUI 2 — un espace où les habitants accéderont enfin au développement auquel ils aspirent depuis longtemps.



entre habitants tournent autour des chantiers en cours sur le boulevard Assamo, qui deviendra, une fois les travaux terminés, un véritable pôle d'attraction économique, sportive et culturel mais également de rencontre. En effet, l'espace entre les deux sens routiers du boulevard accueillera deux marchés identiques à celui réalisé lors de la phase précédente, une place publique, deux terrains multisports, une plateforme de six pistes de pé-

ment du PDUI 2, le réseau électrique afin d'améliorer la sécurité nocturne (avec des consoles d'éclairage) et celui de l'eau potable avec l'installation de 200 nouveaux branchements sociaux et l'installation d'environ 4 Km de réseaux de distribution d'eau potable.

**Un volet social pour un renforcer la modernisation en cours**

Au-delà des infrastructures publiques, le PDUI 2 ter accorde lui aussi une importance particulière au développement socio-économique des habitants des quartiers bénéficiaires.

En effet, un financement de 200 000 euros du Fonds de Développement Communautaire (FDC), lui permet de soutenir de nouveau une quarantaine de microprojets ciblant des initiatives de développement local, des différentes





**INTERVIEW EXCLUSIVE**

**« L'ADDS exécute pour le compte de l'Etat et les Collectivités décentralisées, elle ne sera jamais concurrente des sectoriels »**

**Mahdi Mohamed Djama, Directeur Général de l'ADDS**

À l'aube de ses 18 années d'existence, l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), institution sous la tutelle du ministère des Affaires sociales et des Solidarités, s'affirme comme incontournable dans la réalisation du programme de lutte contre la pauvreté du gouvernement. De l'accès aux services essentiels à la résilience communautaire, en passant par l'autonomisation des femmes et l'insertion des jeunes dans le marché de l'emploi, l'ADDS n'a cessé d'élargir son champ d'intervention. Dans cette interview, son Directeur général, Mahdi Mohamed Djama, dresse le bilan de près de deux décennies d'actions, revient sur les défis relevés et dévoile les perspectives stratégiques de son institution qui se veut plus que jamais au service du développement social à Djibouti. Nous vous remercions d'avance M. le Directeur Général pour cette interview qui nous donnera une vision globale de l'ADDS et de ses réalisations.

**La Nation : Monsieur le Directeur général, en décembre prochain, l'ADDS aura 18 ans. Comment se porte-t-elle aujourd'hui ? Et si vous deviez dresser un bilan global de ces 18 années d'existence, quelle conclusion en tirez-vous ?**

**Mahdi Mohamed Djama :** Oui, 18 ans déjà. Un bel âge pour l'être humain mais aussi un âge respectable pour une institution ! L'Agence se porte bien et son bilan est globalement positif. Elle remplit les missions que lui assignent ses textes fondateurs et couvre tout le territoire national. Je signale que ces missions se sont étendues avec le temps.

**La Nation : Votre agence est un acteur central de la politique nationale de lutte contre la pauvreté et notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision Djibouti 2035. Comment cette vision oriente-t-elle vos actions et vos priorités stratégiques ?**

**MMD :** La Vision 2035 de Djibouti se concentre sur l'intégration régionale et l'inclusion spatiale, en donnant la priorité au développement socio-économique des zones urbaines mais aussi rurales et périphériques par le biais d'investissements dans les infrastructures et l'accès aux services essentiels. Cette vision s'attaque à différentes vulnérabilités et à une pauvreté multidimensionnelle, les zones rurales connaissant les privations les plus prononcées. Les actions de l'ADDS, à travers les projets qu'elle met en œuvre, s'inscrivent dans une logique d'amélioration des conditions de vie des habitants tout en développant les opportunités économiques : amélioration de l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, à la santé, à la promotion d'activités génératrices de revenus, à la formation des jeunes pour une employabilité immédiate, à la préservation de l'environnement, etc. Ses stratégies visent ainsi à construire un paysage socio-économique durable et inclusif, résistant aux chocs et propice à une croissance à long terme dans tout le pays.

**Alignés sur les Objectifs de Développement Durable, les programmes et projets que l'ADDS met en œuvre depuis sa création en 2007 sont réalisés en collaboration avec un large éventail de partenaires techniques et financiers, tant nationaux qu'internationaux, qui ont confié à l'Agence près de 300 millions de dollars américains de financements. Selon vous, qu'est-ce qui vaut à l'ADDS une telle confiance ?**

Effectivement, les activités de l'ADDS sont alignées à au moins 13 Objectifs de Développement. Par ailleurs, il est important de préciser ici que tous les financements extérieurs sont signés sous forme de conventions entre le Gouvernement et la majorité des bailleurs. Par la suite, le Gouvernement rétrocède à l'ADDS, à travers une convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la gestion des financements pour la mise en œuvre de projets. Tout est donc une question de procédures bien fixées et l'ADDS a toujours honoré les engagements qu'elle prend et les responsabilités qui lui reviennent. Sa gestion est transparente, ses comptes sont audités par des cabinets indépendants et approu-



vés à trois niveaux (le Conseil d'Administration, le Conseil des Ministres et par l'Assemblée Nationale). Ses indicateurs de performance, d'efficacité et d'efficacité sont vérifiables et mesurables. Avec ces facteurs, la confiance s'installe.

**Dans le cadre de la mise en œuvre des différents projets de développement, l'ADDS évoque souvent « une approche intégrée et participative ». Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste concrètement cette méthode d'intervention sur le terrain ?**

D'abord « participative et territoriale » qui se fonde sur la promotion du développement à la base et la libération des initiatives. Ce sont les futurs bénéficiaires dans les zones de couverture du projet qui fixent leurs besoins en les priorisant. Ensuite, l'Agence demande aux sectoriels et aux concessionnaires s'ils ont prévu des activités dans ces zones et si les financements nécessaires sont disponibles. C'est au bout de cet exercice que l'ADDS arrête l'activité à mettre en œuvre en la fixant dans une composante et en allouant le budget correspondant.

« Intégrée ». Les interventions de l'ADDS constituent un package :

- Il y le rattrapage des infrastructures pour l'accès aux services de base (accès à l'eau, à l'électricité par des extensions de réseaux électriques ou solaire ou mise en place de puits et de citernes enterrées),
- Des actions sur les secteurs de l'éducation et de la santé (construction et/ou réhabilitations d'écoles et de collèges) tout en les équipant de matériels scolaires et de matériels médicaux essentiels (bancs d'école, unité de radiologie, fauteuils dentaires, lits de maternité, etc.),

- Des actions de renforcement de capacités des acteurs telles que la formation pour employabilité immédiate des jeunes garçons et filles déscolarisés, la formation des membres de conseils régionaux, la formation des associations.

- Toutes ces actions s'accompagnent de promotion d'activités génératrices de revenus à travers des outils spécialisés comme les caisses populaires d'épargne et de crédit, l'unité de micro finance islamique. Avec cette approche, toutes les thématiques sont abordées de manière complémentaire et transversale.

**Depuis 18 ans, l'ADDS a conduit des centaines de projets d'envergure nationale. Quels ont été les défis marquants rencontrés dans la mise en œuvre de ces projets ? De la même manière, l'ADDS a-t-elle fait face à défis liés à la durabilité des projets et notamment l'entretien des infrastructures mises en place ?**

Les problèmes rencontrés sont essentiellement techniques liés à l'éloignement des sites d'exécution des projets et à des faiblesses de certaines entreprises. Mais il y a eu aussi des problèmes vis-à-vis de certains sectoriels et ce à cause d'une appréciation différenciée du statut de maître d'ouvrage délégué et d'agence d'exécution de l'ADDS. Mais nous avons su gérer. Pour la maintenance et la durabilité des infrastructures, l'ADDS a obligation de rétrocéder par acte officiel les ouvrages construits au bénéficiaire final (conseil régional, ministère sectoriel ou autre administration). A compter de cette rétrocession, la maintenance et la durabilité sont de la responsabilité exclusive du bénéficiaire final.

**SUITE EN PAGE 10 & 11**



(Suite de la page 11)



**En début d'année 2024, vous avez pris part à New York à la 62ème Session de la Commission du Développement Social des Nations Unies, où vous avez plaidé en faveur d'une solidarité renforcée et d'une inclusion sociale durable. Quels effets concrets ce plaidoyer a-t-il eus pour l'ADDs ?**

Effectivement, en février 2024, l'ADDs avec le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités représentaient la République de Djibouti à cette Session dont le thème était de « *Promouvoir le développement social et la justice sociale par le biais de politiques sociales afin d'accélérer les progrès dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'atteindre l'objectif primordial d'éradication de la pauvreté* ». Cette participation s'inscrit dans une démarche stratégique visant à montrer l'engagement de Djibouti sur la scène internationale en matière de développement social et à aligner ses politiques nationales avec les objectifs mondiaux. Une opportunité exceptionnelle pour notre pays de faire entendre sa voix sur la scène internationale et de contribuer aux débats mondiaux sur les questions cruciales de développement social. Elle a permis, en marge de la Session, d'établir des contacts stratégiques avec d'autres délégations et organisations internationales pour renforcer la coopération technique et financière.

**Le concept de "Groupement d'entraide par affinité" (GEA) figure parmi des initiatives emblématiques de l'ADDs. Après son succès dans les localités d'Ali Adde et d'Obock, vous avez entrepris de l'étendre aux autres régions du pays. Où en est-on aujourd'hui de ce programme à Tadjourah et à Dikhil, où son lancement a eu lieu l'an dernier ? Commence-t-il à prendre racine ?**

La promotion et le développement dans le rural des « *Groupes d'Entraide par Affinité* » ou GEA est une des réalisations phares de l'Agence et réalisée dans toutes les Régions. Des femmes très vulnérables ont été encouragées et accompagnées pour se constituer en groupe de 10 à 15 par décision volontaire

fondée sur le désir de sortir de leur fragilité. Avec une cotisation de 100 francs par semaine et par femme, certains groupes ont pu constituer une épargne conséquente. Ce qui a permis aux membres de se donner des petits crédits intragroupes pour développer des activités génératrices de revenus stables améliorant ainsi leurs conditions de vie. Vivant des vivres du Programme Alimentaire Mondial auparavant, elles sont autonomes actuellement, un changement de statut qui a amélioré leur image sociale. Par ce mécanisme, des enfants envoyés à l'école, l'habitat amélioré, des centaines de femmes sorties de l'anonymat et de la pauvreté, une fierté non négligeable pour l'ADDs.

**Le modèle du Développement Conduit par la Communauté (DCC) qui constitue lui aussi parmi les programmes phare de l'ADDs, semble donner de bons résultats dans les zones rurales. Envisagez-vous de l'étendre davantage, voire de l'adapter au milieu urbain ?**

Le « Développement Conduit par la Communauté », nouveau concept lancé par la Banque Mondiale, est mis en œuvre depuis quelques années dans le rural des cinq Régions et donne des résultats satisfaisants. C'est la communauté de base qui identifie et priorise ses besoins les plus urgents en infrastructures (extension de salles de classe, création de puits communautaires, extension de centre de santé par adjonction de maternité équipée, etc.), en renforcement des capacités et autres, l'ADDs ne faisant que l'accompagner techniquement dans le processus de passation des marchés, de suivi de l'exécution des activités et dans l'évaluation des résultats. Les activités dans le cadre du DCC portent sur des actifs communautaires dans un environnement social à faible échelle au sein duquel le consensus sur les priorités est facile à avoir. En milieu urbain, une autre échelle, les interventions sont plutôt par agrégat (construction de route, extension de réseau d'eau ou d'électricité, système de gestion des déchets solides, etc.).

SUITE EN PAGE 11



(Suite de la page 11)

**Y a-t-il des projets de développement prévus à court et moyen terme dans l'agenda de vos programmes ? Pouvez-vous nous faire part des finalités et des avancées majeures de ces projets ?**

Trois projets d'envergure viennent de démarrer et dont les exécutions s'étaleront jusqu'en 2029 :

- Le Projet de Développement Urbain Intégré 2 Ter, en exécution à Balbala,
  - Le Projet Intégré de Résilience Communautaire, couvrant la Région de Dikhil et les trois localités accueillant des réfugiés (Ali Adde, HollHoll et Obock),
  - Le Projet de Centre d'Enfouissement Technique des déchets solides à Chebelley.
- Le Projet PDUI2 Ter qui fait partie du Programme « Zéro bidonville », en s'inscrivant dans un schéma global d'aménagement et dans une stratégie de développement intégré, est la troisième phase d'un vaste programme, le PDUI (Programme de Développement Urbain Intégré), financé par l'Agence Française de Développement et mis en œuvre dans les quartiers de Layabley-Moustiquaire. Le projet est de 11 millions d'euros sur un coût global du Programme de 24 millions d'euros. Le Programme a pour objectifs de réduire la pauvreté et d'améliorer dans la durée les conditions de vie en termes de sécurité, de salubrité et de fonctionnalité des espaces publics et prévoit la restructuration du quartier en y apportant des infrastructures primaires et des équipements marchands et de loisir.

Au-delà des infrastructures, le projet intègre une dimension sociale axée sur le renforcement des capacités associatives et des jeunes garçons et filles déscolarisés, mais aussi sur les capacités économiques des habitants.

Le choix de Balbala se fonde sur le fait que la zone s'est urbanisée très rapidement et de façon spontanée ces dix dernières années. Particulièrement, le quartier Layabley-Moustiquaire figure parmi les plus précaires et les plus enclavés de la Commune.

Des ménages ont dû être déplacés pour cause d'aménagement mais ils ont été relogés pour certains à la Fondation IOG, et pour d'autres indemnisés financièrement. Ces déplacements ont été opérés selon les normes les plus exigeantes de la législation nationale et des normes de la Banque Mondiale en termes de déplacement involontaire de population. L'opération de réinstallation a été conduite pour garantir l'équité et la dignité des familles concernées.

Le Projet, aux normes internationales, de Centre d'Enfouissement Technique des déchets ménagers et assimilés, financé conjointement par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne pour 16 millions d'euro pour le compte de l'Office de la Voirie de Djibouti (OVD), vise d'une part l'amélioration du cadre de vie, de la santé et de l'environnement de la population de la ville de Djibouti et d'autre part la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur des déchets. Nous travaillons également avec l'OVD et l'UNICEF sur la construction d'une usine de recyclage des déchets.

Le Projet Intégré de Résilience Communautaire, d'un coût total de 31 millions US\$ est financé par la Banque Mondiale.

L'ADDS en exécute une partie à hauteur de 15 millions US\$. L'objectif du Projet est d'améliorer l'accès aux services de base et aux filets de sécurité ainsi que de renforcer les opportunités économiques pour les communautés d'accueil vulnérables et les réfugiés dans les zones cibles. Ce projet interviendra sur Dikhil.

**Pour continuer sur le PDUI 2, plus de 300 jeunes ont suivi des formations et la dimension genre a été intégrée dans la formation. Quelles ont été les retombées concrètes de ces formations en termes d'insertion professionnelle ?**

D'abord, la proposition de formation sur des thématiques en liaison avec les demandes les plus marquées du marché de l'emploi s'adresse à une classe d'âge de jeunes sans distinction de genre. Seul le désir d'être formé, le choix de la filière et la réussite à des tests de connaissances assez basiques déterminent le ratio entre garçons et filles. Des filles choisissent des métiers dits masculins comme l'électricité, le bâtiment, la maintenance automobile, la plomberie, la maintenance d'équipements solaires, etc.

Pour l'insertion, certains sont recrutés, sous contrat à durée déterminée, comme ouvriers par l'entreprise réalisatrice des travaux selon ses besoins. C'est, volontairement, une des clauses à vocation sociale du marché des travaux. Tandis que d'autres s'installent à leur compte ou intègrent des entreprises de services.

**Quels sont les indicateurs clés que vous suivez pour mesure l'impact global du projet sur la qualité de vie des habitants, la durée de vie des infrastructures et des initiatives locales ?**

Tout d'abord, je tiens à signaler que l'ADDS a une Direction spécialisée en suivi/évaluation et étude d'impact. En termes de mesure d'impact, nous utilisons deux catégories d'indicateurs :

- Des indicateurs objectifs tels que les taux d'accès à l'eau, à l'électricité domestique, à l'éclairage public à partir des réseaux publics ou d'initiatives locales c'est-à-dire des sous projets communautaires, le nombre d'infrastructures réalisées par rapport aux prévisions initiales, etc. Ces taux se mesurent en comparaison avec les situations de base avant-projet. Ce ne sont que des exemples.
  - Des indicateurs subjectifs par une enquête de satisfaction des bénéficiaires réalisée en post projet sur un échantillon représentatif de ces bénéficiaires.
- Ce mécanisme de mesure est utilisé pour tous projets.

**Existe-t-il une évaluation indépendante de l'impact social et urbain du PDUI ? Qu'en disent les premiers retours ?**

Oui, il y a ce que l'on appelle « Rapport d'achèvement du projet » qui retrace tous les aspects techniques et sociaux du projet, les résultats atteints par rapport aux indicateurs prévus. Cette évaluation finale est effectuée séparément par un consultant individuel pour le compte de l'ADDS et par l'AFD en tant que bailleur. Les résultats globalement positifs ont conduit à l'AFD de continuer son financement de phases successives (PDUI 1, PDUI 2, PDUI 2 Bis, PDUI 2 Ter).

**Ce « modèle » Programme PDUI est-il transposable dans d'autres quartiers ou dans les Régions selon vous ?**

Certes, le programme en soi est modulable selon les besoins et donc transposable. Mais le plus important, c'est l'approche de conception et de mise en œuvre qui doit être intégrée, c'est-à-dire comment lier les réponses opérationnelles par rapport aux attentes et en vue d'un impact réel à terme. Il ne faut pas oublier non plus l'identification et la mise en place de synergie avec les interventions d'autres acteurs.

**Enfin, si vous deviez définir en un mot ce que représente le PDUI 2 pour Djibouti aujourd'hui, lequel choisiriez-vous et pourquoi ?**

Sans hésiter, je dirais « réussite ». Ce programme, dans la limite de ses moyens, est une réponse opérationnelle à un ensemble de problématiques :

- Le programme désenclave le quartier par des infrastructures structurantes (voirie, voies piétonnes, escaliers d'accès, etc.)
- L'accès aux services de base (eau potable, électricité) est amélioré de façon directe ou indirecte,
- Des équipements marchands sont construits pour des activités génératrices de revenus,
- Les acteurs sont formés pour libérer les initiatives (jeunes déscolarisés, société civile),
- L'amélioration de la gestion des déchets solides est abordée (point de regroupement de déchets, acquisition de camion et de bennes de collecte),
- Un « Fonds de Développement Communautaire » est mis en place pour appuyer les sous projets à finalité communautaire. C'est un programme total !

**Avant de terminer Monsieur le Directeur Général, l'accès à l'énergie renouvelable, notamment solaire, figure parmi vos priorités. Quels progrès concrets ont été réalisés dans ce domaine ?**

Oui, le développement de l'accès à l'énergie renouvelable est une des dimensions importantes de nos activités. A titre d'exemple, une centrale solaire est construite depuis une dizaine d'années à Ali Adde. Initialement de 63 KW crête, la puissance est actuellement multipliée par 5 pour être à 350 KW crête et le réseau de distribution est étendue en parallèle. Ce qui veut dire que le nombre de bénéficiaires d'énergie renouvelable a augmenté. Plus de 200 ménages, après une mise en conformité de leur installation intérieure, ont accès et des établissements publics (bureaux administratifs, collège et école, centre de santé) sont connectés au réseau. Des commerces se sont multipliés, les conditions de scolarité des élèves améliorées.

Par ailleurs, l'utilisation de l'énergie solaire est prévue pour le fonctionnement du grand Centre d'enfouissement technique de déchets de Chebelley dont la construction est en phase de préparation.

C'est pour vous dire que le développement du solaire et ses utilisations tiennent une place prépondérante dans nos actions.

**Comment l'ADDS a-t-elle géré la coordination interinstitutionnelle entre les ministères, les bailleurs, les collectivités locales et les associations ? Quels en ont été les points de friction et les leviers de succès ?**

L'ADDS est chapeautée par un Conseil d'Administration dont les membres sont désignés par décret et arrêté présidentiels. C'est une instance de décisions stratégiques sur les orientations et champs d'intervention de l'agence. La Présidence, la Primature ainsi que les sectoriels, les conseils régionaux, parties prenantes dans la lutte contre la pauvreté sont représentés dans cette instance. Par ailleurs, chaque projet a un « Comité de pilotage » dont les attributions et membres sont également définis par textes officiels (arrêté présidentiel). Ce comité sert de plateforme de supervision de l'exécution du projet et de structure de coordination et de recherche de solution en cas de blocage. Des points de friction ? Non il n'y en a pas. Cette organisation institutionnelle, au contraire, permet à l'ADDS de remplir ses missions de plus en plus étendues car elle couvre tout le territoire. La seule agence à avoir cette voilure d'ailleurs.

**Pour conclure quel message souhaiteriez-vous adresser ?**

J'ai la conviction profonde que l'ADDS a sa place dans la structure institutionnelle de lutte contre la pauvreté. Ainsi, une attention particulière doit lui être accordée pour sa pérennité. Tant sur le plan budgétaire qui reste son problème majeur que sur la reconnaissance de son statut de maître d'ouvrage délégué, un statut qui est malheureusement diversement compris. L'ADDS exécute pour le compte de l'Etat et les Collectivités décentralisées, elle ne sera jamais concurrente des sectoriels.



**ÉDITION**  
*Spéciale*

**ÉDITION SPÉCIALE  
SUR LE PDUI2 DE L'ADDs**

**LA NATION**  
*Plus*

**DU JEUDI 12  
& DU VENDREDI 13 MARS 2026**

## **ENTRETIEN :**

**« L'AFD continuera à soutenir les autorités djiboutiennes pour construire une ville où croissance économique, inclusion sociale et résilience climatique avancent de concert »**

**M. de Guerpel Eric, Directeur de l'AFD à Djibouti**

**Partenaire historique du gouvernement Djiboutien, l'Agence Française de Développement (AFD) accompagne depuis plus d'un demi-siècle les transformations économiques, sociales et urbaines du pays. Dans cet entretien, M. de Guerpel Eric, Directeur de l'AFD à Djibouti, revient sur les orientations stratégiques, les enseignements de cinquante années de partenariat et les perspectives d'une coopération appelée à se renforcer au service du développement urbain et social de Djibouti.**



résilience climatique : infrastructures adaptées aux épisodes de sécheresse et d'inondation, espaces publics végétalisés et bâtiments bioclimatiques. Ces initiatives contribuent à l'inclusion sociale, à la participation citoyenne et à la qualité de vie des habitants.

**Comment l'AFD coordonne-t-elle l'ensemble de ses projets à Djibouti ?**

Notre portefeuille compte aujourd'hui plus de 25 projets. La coordination globale est assurée avec le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MEFI) via la Direction des Financements Extérieurs (DFE), pour garantir cohérence, synergies et alignement avec le Plan National de Développement.

Nous nous coordonnons également, en étroite collaboration avec les ministères sectoriels, avec les autres partenaires techniques et financiers, en particulier sur les sujets d'urbanisme, d'eau et d'assainissement, ainsi que sur la réforme des finances publiques, toujours sous la supervision du MEFI.

**Quels enseignements tirez-vous de ces cinquante années de partenariat ?**

**Djibouti est une ville dynamique mais confrontée à de nombreux défis. Quelle est l'approche stratégique de l'AFD ?**

**M. de Guerpel Eric :** Djibouti est un territoire plein de promesses mais soumis à de fortes pressions urbaines et climatiques. La ville concentre près de 75 % de la population nationale et connaît une croissance continue. Cette dynamique offre des opportunités économiques mais impose de relever simultanément des défis majeurs : extension rapide des quartiers informels, accès inégal aux services essentiels, vulnérabilité face aux aléas climatiques. Depuis plus de cinquante ans, l'AFD accompagne l'État et les collectivités pour bâtir une ville plus inclusive, résiliente et durable. Notre approche dépasse les seuls aspects infrastructurels : nous intégrons systématiquement les dimensions sociales, économiques et environnementales, conformément aux ODD et à l'agenda international de la coopération française.

**Comment cela se traduit-il concrètement sur le terrain, notamment pour le PDUI2 ?**

Le PDUI2 illustre parfaitement notre vision intégrée. À Layabley et Moustiquaire, nous travaillons en co-construction avec les populations et les autorités djiboutiennes, notamment le Ministère de la Ville et de l'Habitat, le Ministère de la Culture et le Ministère des Affaires Sociales, sous le leadership de Mme Ouloufa Ismail Abdo, via l'Agence Djiboutienne de Développement Sociale (ADDs), dont le rôle est central dans la mise en œuvre et le suivi des projets urbains. Nos interventions renforcent également la

Le développement urbain doit être intégré et durable : il ne suffit pas de réaliser des infrastructures, il faut également assurer leur entretien, renforcer la participation des collectivités et inclure les populations dès la conception. L'adaptation au changement climatique et la résilience des communautés sont au cœur de nos priorités. Il est aussi devenu clair que la décentralisation et le développement dans les régions sont essentiels, comme le montrent nos initiatives pour les Écoles rurales intégrées et le projet ADIL. Enfin, notre partenariat illustre comment la France, à travers l'AFD, contribue concrètement aux ODD, en plaçant les habitants et les autorités locales au centre de tous les projets.

**Quelle vision pour l'avenir ?**

Dans cette période difficile pour la solidarité internationale, l'AFD continuera à soutenir les autorités djiboutiennes pour construire une ville où croissance économique, inclusion sociale et résilience climatique avancent de concert. La phase 3 du PDUI est déjà en cours et prévoit de nouveaux équipements marchands, la construction d'une brigade de gendarmerie spécialisée sur les violences basées sur le genre et sur les enfants, ainsi que la poursuite des actions de formation et de cohésion sociale.

**« C'est dans cette approche intégrée – où l'urbain, le social et l'économie avancent de concert – que se révèle toute la profondeur de notre partenariat avec Djibouti. Bâtir la ville de demain, c'est avant tout permettre à chacun de s'approprier son quartier, de trouver sa place et de participer pleinement à la vie de la cité. »**